La France met en garde ses citoyens : Nâ??investissez pas dans les colonies israÃ©liennes, les Hauteurs du Golanâ?¦

Description

Le MinistÃ¨re franÃ§ais des Affaires EtrangÃ¨res dit que les colonies de Cisjordanie, de JÃ©rusalem Est et des Hauteurs du Golan sont construites sur une terre occupÃ©e, ce qui est illÃ©gal selon les lois internationales.

Par Barak Ravid

PubliÃ© Ã 14 H 30 le 25.05.14

Le gouvernement franÃ§ais a Ã©mis un avertissement pour dire Ã ses citoyens de ne pas engager dâ??activitÃ©s financiÃ¨res ou dâ??investissements dans les colonies israÃ©liennes de Cisjordanie, de JÃ©rusalem Est ou des Hauteurs du Golan. Le MinistÃ¨re franÃ§ais des Affaires EtrangÃ¨res dit dans son avertissement que les colonies sont illÃ©gales selon les lois internationales, et donc que faire des affaires avec elles comporte des risques judiciaires.

Un diplomate franÃ§ais a dit que cet avertissement fait partie dâ??une action menÃ©e en commun par les cinq plus grands pays de lâ??Union EuropÃ©enne â?? Allemagne, Royaume Uni, France, Italie et Espagne. Le Royaume Uni et lâ??Allemagne avaient Ã©mis ce genre dâ??avertissement plusieurs mois auparavant, et maintenant, Ã la lumiÃ¨re de lâ??Ã©chec des conversations entre IsraÃ«l et les Palestiniens et des protestations europÃ©ennes contre la vague de constructions dans les colonies, trois autres pays se sont joints Ã eux. Dans les quelques prochains jours, on attend de lâ??Italie et de lâ??Espagne quâ??elles Ã©mettent des avertissements similaires.

Lâ??avertissement a Ã©tÃ© publiÃ© sur le site du MinistÃ¨re franÃ§ais des Affaires EtrangÃ¨res dans le cadre dâ??un document plus large de recommandations aux FranÃ§ais qui voyagent en IsraÃ«l. Â« Etant donnÃ© que les colonies sont illÃ©gales selon les lois internationales, rÃ©aliser des activitÃ©s financiÃ¨res dans les colonies , telles que transfÃ©rer de lâ??argent, investir, acquÃ©rir une propriÃ©tÃ©, livrer des marchandises, ou toute autre activitÃ© Ã©conomique profitant aux colonies, comporte des risques Â», dit le texte franÃ§ais.

Cette annonce affirme que les colonies ont Ã©tÃ© construites sur une terre occupÃ©e et que la communautÃ© internationale ne les reconnaÃ®t pas comme faisant partie dâ??IsraÃ«l. Â« Ceci pourrait trÃ¨s vraisemblablement aboutir Ã des querelles de territoires ou Ã des dÃ©saccords sur lâ??eau, les ressources miniÃ¨res ou toute autre ressource naturelle Â», dit le dÃ©cret. Â« Ceci comporte un risque pour lâ??image de ceux qui mÃ¨nent ce genre dâ??activitÃ©s Ã©conomiquesâ?¦ Nous demandons aux citoyens ou hommes dâ??affaires qui envisagent de sâ??impliquer dans des activitÃ©s Ã©conomiques dans les colonies de prendre un conseil juridique Ã©clairÃ© avant de sâ??engager plus avant. Â»

Lâ??avertissement de la France et la coordination entre les cinq plus grands pays de lâ??Union EuropÃ©enne a fait suite aux discussions menÃ©es ces derniÃ¨res semaines dans les institutions de lâ??Union EuropÃ©enne Ã

Bruxelles sur lâ??Ã©ventualitÃ© dâ??un avertissement gÃ©nÃ©ral de la Commission europÃ©enne Ã tous les hommes dâ??affaires de lâ??UE de ne pas engager dâ??activitÃ©s Ã©conomiques dans les colonies.

Il y a une semaine, le MinistÃ¨re israÃ©lien des Affaires EtrangÃ¨res a dit Ã ses ambassadeurs dans les pays de lâ??UE de prendre contact avec les ministÃ¨res des pays oÃ¹ ils sont en poste pour leur demander de ne pas envoyer aux hommes dâ??affaires de mise en garde contre toute activitÃ© financiÃ¨re dans les colonies.

Un diplomate israÃ©lien a dit quâ??on a demandÃ© aux ambassadeurs de dire que, en ce moment, surtout dans le cadre du kidnapping des trois adolescents Ã Gush Etzion, Ã©mettre ce genre dâ??avertissement pourrait aggraver les tensions entre IsraÃ«l et les pays europÃ©ens et sÃ©rieusement endommager leurs relations.

Mais les FranÃ§ais nâ??ont pas accÃ©dÃ© Ã la requÃªte de lâ??ambassadeur israÃ©lien. Le personnel du MinistÃ¨re des Affaires EtrangÃ¨res pense que, dÃ¨s que la Commission EuropÃ©enne aura Ã©mis ce genre dâ??avertissement, lâ??UE sera inondÃ©e de mises en garde contre toute activitÃ© financiÃ¨re dans les colonies, et ce dans tous les pays europÃ©ens.

Un tÃ©lÃ©gramme envoyÃ© dâ??une ambassade dâ??IsraÃ«l dans les institutions de lâ??UE Ã Bruxelles au MinistÃ¨re des Affaires EtrangÃ¨res Ã JÃ©rusalem a dit : Â« Notre point de vue sur les avertissements est quâ??une dÃ©cision a Ã©tÃ© prise (Ã la Commission EuropÃ©enne) de les publier trÃ¨s vite. Ce pourrait Ãªtre fait jeudi prochain ou dans les semaines Ã venir. AprÃ¨s quoi, chaque pays dÃ©cidera quand et comment Ã©mettre cette instruction. Â»

La rÃ©cente mise en garde du MinistÃ¨re franÃ§ais des Affaires EtrangÃ¨res contre les activitÃ©s financiÃ¨res dans les colonies nâ??est pas contraignante. Un FranÃ§ais qui mÃ¨ne une activitÃ© financiÃ¨re dans les colonies nâ??enfreindra pas la loi franÃ§aise. Mais des cas semblables lâ??annÃ©e derniÃ¨re, des avertissements similaires ont provoquÃ© une augmentation des boycotts par les membres du secteur privÃ© dâ??Europe dans les colonies et les affaires israÃ©liennes Ã©tablies dans les colonies.

Par exemple, aprÃ¨s que le gouvernement hollandais ait Ã©mis pour ses citoyens un avertissement similaire assorti de recommandations pour que les produits des colonies soient Ã©tiquetÃ©s comme tels, la plus grande compagnie des eaux des Pays Bas a annoncÃ© quâ??elle annulait son contrat avec Mekorot. Au mÃªme moment, une autre sociÃ©tÃ© hollandaise a annulÃ© un contrat avec la municipalitÃ© de JÃ©rusalem pour la construction dâ??une usine de traitement des eaux usÃ©es de lâ??autre cotÃ© de la Ligne Verte. Enfin, le plus grand fond de pension des Pays Bas a annoncÃ© quâ??il se retirait de plusieurs banques israÃ©liennes installÃ©es de lâ??autre cÃ´tÃ© de la Ligne Verte.

Source: http://www.haaretz.com/misc/iphone-article/.premium-1.601148

Traduction : J.Ch.pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2014/06/28